

27 mai 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, à RTL le 27 mai 2008, notamment sur l'augmentation du prix du pétrole, la question du pouvoir d'achat et les réformes engagées.

C. Hondelatte, J.-M. Apatie et A. Duhamel.- C. Hondelatte : Il est 07h38, et RTL est donc ce matin le théâtre d'un petit événement puisqu'il est extrêmement rare qu'un président de la République vienne s'asseoir au petit matin dans un studio de radio, hors bien sûr les campagnes électorales, pour répondre aux questions qu'on a envie de lui poser, sans que rien - je le précise - n'ait été préparé avec qui que ce soit à l'Élysée. Bonjour Monsieur le Président.

Bonjour. Merci de m'avoir invité.

C. Hondelatte : Qu'est-ce qu'il faut dire d'ailleurs derrière cette démarche novatrice, un président à la radio au petit matin ?

Oui, enfin, je ne suis pas sûr que ça soit novateur, c'est que j'avais envie de parler à la France qui travaille, qui se lève tôt, dont j'imagine que la vie est bien difficile, mais en même temps, qui ne demande rien d'autre, qui ne casse pas les abribus, qui ne manifeste pas, et qui n'en a pas pour autant moins de problèmes que les autres. Et la radio, me semble-t-il, le matin, après la visite que je viens de faire à Rungis, c'est une façon de m'adresser à ces gens qui sont soit au travail, soit dans leur voiture, qui vont au travail, et qui, eux aussi, ont le droit d'essayer de comprendre ce qu'on essaie de faire pour notre pays.

C. Hondelatte : Alors avec J.-M. Apatie et A. Duhamel, que je salue tous les deux. Bonjour Messieurs.

J.-M. Apatie : Bonjour.

A. Duhamel : Bonjour.

C. Hondelatte : Nous avons choisi de vous interroger sur les sujets qui préoccupent nos auditeurs en commençant par la vie chère, le pouvoir d'achat - justement, vous étiez à Rungis avant de venir ici, Rungis, c'est le grand marché de gros de la région parisienne. Vous avez vu des bouchers, des fromagers, des fleuristes, il y avait une idée derrière cette visite, la France qui se lève tôt encore ?

Oui, bien sûr, et puis, la vie chère, la vie est chère, la vie est trop chère. La vie est plus chère en France qu'ailleurs. Et ça ne sert à rien de nier cette réalité...

J.-M. Apatie : Vous savez à qui la faute ?

Oui...

J.-M. Apathie : A qui ?

Oui, à un système qui n'organise pas assez de concurrence. L'autre jour, L. Chatel...

J.-M. Apathie : Les distributeurs qui font que les prix sont plus élevés...

Eh bien, pour partie quand même. L'autre jour, L. Chatel, qui est un des ministres remarquables du Gouvernement de F. Fillon, a fait une comparaison, il était à Strasbourg, il me l'a raconté, et puis, il a été voir les prix dans un supermarché, et puis ensuite, un quart d'heure après, il a été de l'autre côté de la frontière, en Allemagne, à Kehl. Et de quoi s'est-il aperçu ? Qu'il y avait sur les mêmes produits - et puis l'euro, au moins, ça sert à ça - 15% de cherté en plus du côté français que du côté allemand. Ce n'est pas normal, je ne l'accepte pas. C'est la raison pour laquelle C. Lagarde et L. Chatel défendront, dans les heures qui viennent, le texte sur la modernisation de l'économie, qui prévoit trois choses, pour faire court et clair. 1°) : la possibilité pour les fournisseurs et les distributeurs de négocier leurs tarifs £ aussi incroyable que ça puisse paraître, ce n'était pas le cas. 2°) : plus de concurrence entre les grandes surfaces parce que j'observe que dans certaines zones, ce sont des surfaces qui appartiennent à un même groupe, donc il n'y a pas de concurrence. Et troisièmement : une petite révolution en France, la création d'une seule entité unique, pour garantir la concurrence, parce que par la concurrence, on va faire baisser les prix.

C. Hondelatte : Mais en même temps, il y a deux facteurs sur lesquels vous ne pouvez pas grand-chose, qui sont les facteurs pétroliers, l'augmentation du pétrole - à moins que vous nous annonciez ce matin que le Gouvernement va prendre en charge ce problème-là - et l'augmentation des matières premières.

Alors, est-ce que... là-dessus, si vous me permettez, un mot sur la question du pétrole, parce que je sais que ça préoccupe les Français, et puis, écoutez, quand on fait son plein, on est affolé par l'augmentation, même si l'augmentation du plein ne correspond pas à l'augmentation du brut. Mais enfin, que les choses soient claires, j'ai été ministre des Finances en 2004, à mon souvenir, le baril de pétrole était à 42 dollars, il est aujourd'hui aux alentours de 130, c'est quelque chose comme ça. Donc ça a quasiment triplé, c'est en voie de quadrupler, et ayons le courage de dire aux Français : ça ne va pas s'arranger.

J.-M. Apathie : C'est une crise durable ?

Enfin, je ne sais pas si c'est une crise, Monsieur Apathie, c'est que la demande en produits pétroliers est de plus en plus forte, et l'offre n'augmente pas ou très peu, c'est la raison pour laquelle j'ai été vendredi dernier en Angola, qui est un pays qui va nouvellement arriver sur le marché du pétrole, qui produit - qui va produire - deux millions de barils de pétrole par jour. Alors qu'est-ce qu'on peut faire ? Il y a deux réponses, me semble-t-il. Une réponse structurelle, et puis ce qu'on peut faire tout de suite. La réponse structurelle, elle est, je crois, simple : l'énergie nucléaire. Nous venons de décider la construction d'une centrale nucléaire de la troisième génération. Mettre le paquet sur les énergies renouvelables, comme on l'a fait, il y a quarante ans sur l'énergie nucléaire, autrement dit, je voudrais faire pour les énergies renouvelables ce que le Général De Gaulle avait fait pour le nucléaire. Grâce à lui, la France a une avance en matière énergétique. Notre objectif, c'est d'avoir 20% de notre énergie qui vient des énergies renouvelables. Le solaire, la biomasse, l'éolien. Troisième chose : les économies d'énergies, c'est tout ce qu'on a fait avec J.-L. Borloo, pour le Grenelle de l'Environnement. L'incitation fiscale. Je vais me battre en tant que président de l'Europe, à partir du 1er juillet, pour qu'il y ait une fiscalité à 5% pour tous les produits propres, car il n'est pas normal que les produits économes en consommation valent plus cher que les produits qui ne sont pas économes en consommation.

Et donc on va... ça, c'est la réponse durable, stratégique...

A. Duhamel : Oui, mais il y a un certain nombre de professions qui appellent à l'aide en ce moment : il y a les transporteurs routiers...

Exact...

A. Duhamel : Il y a les taxis, il y a les infirmières libérales notamment, etc., - libérales ! Il y a évidemment les pêcheurs, et qu'est-ce que vous pouvez faire ?

Alors qu'est-ce qu'on peut faire pour ça ? Il faut faire deux catégories là-dedans, pardon d'essayer d'être très clair, mais pour voir, parce que d'un côté, tout le monde me dit : il faut que le pétrole baisse : ah, bon, comment ? Je ne vais pas prendre l'impôt des Français pour subventionner le pétrole, parce que si on obtient des baisses de prix de pétrole avec l'impôt des Français, en terme de pouvoir d'achat, ce qu'on aura donné d'une main, on l'aura pris de l'autre. Je ne vois pas tellement l'intérêt. Alors, sur les professions qui sont très exposées à la hausse du pétrole, je crois que ce qui est très important pour nous, c'est de veiller à ce que ces professionnels puissent répercuter dans leurs prix l'augmentation du coût du gazole. Ça, c'est extrêmement important, tous ne peuvent pas le faire.

J.-M. Apathie : Ça ne va pas arranger le pouvoir d'achat des Français, ça...

Attendez, on va y venir, mais je vais essayer...

J.-M. Apathie : Si les transporteurs augmentent le prix de leurs services...

Monsieur Apathie, si on essaie de répondre à plusieurs questions à la fois, on ne va pas y arriver. Je peux répondre sur la question du pouvoir d'achat. Je suis là pour ça, bien sûr. Mais A. Duhamel me pose la question qu'est-ce qu'on peut faire. Je suis désolé, si ça coûte plus cher d'organiser le transport routier, il n'est pas anormal que le camionneur ou l'entreprise de transport puisse répercuter sur sa facture à celui qui lui demande de transporter le prix, ce n'est pas le cas pour tout le monde. Si l'ambulancier étant sur des prix fixés par l'Assurance maladie, lui, il ne peut pas répercuter. Ainsi, le pêcheur, et c'est bien là tout le problème, eux, ils ont une double difficulté, un problème de ressources, parce que ça coûte de plus en plus cher de sortir le bateau du fait du prix du gazole, et en même temps, il y a de moins en moins de ressources. Donc il faut qu'on les aide, ceux-là. Et en même temps, comme on ne peut pas répercuter sur les prix la totalité, compte tenu de la concurrence, etc....

A. Duhamel : Alors qu'est-ce que vous pouvez faire concrètement ?

Alors, ceux-là, pour la pêche, M. Barnier, qui fait un travail assez remarquable d'ailleurs, a prévu un plan de 310 millions d'euros, où je me suis impliqué totalement avec le Premier ministre dans ce plan. Je crois que c'est un plan de qualité. D'ailleurs, j'entendais les représentants de marins pêcheurs qui disaient : ah, mais maintenant, le problème n'est pas national, il est européen. Ça veut donc dire que sur le plan national, on avait quand même mis en place un certain nombre de choses, c'est un métier très difficile, extrêmement dangereux, il y a une vingtaine de pêcheurs qui meurt chaque année. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle je n'ai pas voulu qu'ils soient dans la réforme du régime des retraites, on a garanti leur régime sans augmentation, parce que je considère que sortir dans le Golfe de Gascogne, en Bretagne, ça représente un danger et une spécificité. Et puis, j'ai demandé, avec le Premier ministre, la ministre des Finances, de voir comment on pouvait faire deux choses : la première, c'est que toutes les recettes supplémentaires dues à la TVA sur les produits pétroliers, à partir d'un certain niveau - dont nous allons débattre à

l'intérieur du Gouvernement, et avec les professionnels concernés - soient mises dans un fonds, qui va nous permettre d'aider les Français qui en ont le plus besoin à faire face à cette augmentation. Ainsi, vous savez qu'il y avait une prime à la cuve, compte tenu de l'augmentation du gazole de 150 euros...

J.-M. Apathie : Pour le fioul, oui...

Non seulement, on la pérennisera pour l'année prochaine, mais on la portera à 200 euros. Et on financera ça par ce surcroît de recettes. Enfin, troisièmement...

C. Hondelatte : On a une idée du montant de ce surcroît ?

Ecoutez, en matière de...

C. Hondelatte : Parce que ça, pas beaucoup de transparence...

Oui, mais je vais essayer de la faire, vous savez, je n'ai rien à cacher du tout. S'agissant de la TIPP, il n'y a pas d'augmentation de recettes, pour une raison simple, c'est que la TIPP n'est pas fonction du prix, mais du volume. Donc chacun comprend bien que si le prix augmente, le volume a plutôt tendance à baisser, et donc que la TIPP ne rapporte pas davantage.

A. Duhamel : En revanche, la TVA...

En revanche, la TVA, qui ne porte pas, comme vous le savez, sur la totalité du prix, en revanche, celle-ci augmente, je crois que ça devrait pouvoir être entre 150 et 170 millions par trimestre. Je voudrais qu'on consacre l'ensemble de ces sommes aux financements, aux aides - je pense au tarif social sur le gaz, qui bénéficie à 750.000 familles, je pense donc à la prime à la cuve, qui bénéficie à un peu moins d'un million de familles - mais je voudrais aller plus loin, ce n'est pas une promesse que je veux faire, c'est une réflexion que je fais, et poser à nos partenaires européens la question : si le pétrole continue à augmenter, est-ce qu'on ne doit pas suspendre la fiscalité pour sa part TVA sur le prix du pétrole. Pourquoi dois-je en parler ?

J.-M. Apathie : Suspendre, ça veut dire quoi ?

Suspendre, ça veut dire que la TVA ne s'appliquerait plus à un niveau donné...

A. Duhamel : C'est-à-dire, gelé à un certain niveau...

J.-M. Apathie : Au-delà d'un certain niveau, d'accord...

Le problème...

A. Duhamel : Et ça serait quand ça... ?

Non, Monsieur Duhamel...

J.-M. Apathie : Proposition aux Européens...

Mais c'est parfaitement européen : pour décider, il faut l'unanimité...

A. Duhamel : Justement...

Donc il n'est pas question de le promettre. Puisque naturellement, je ne peux pas le décider tout

... donc il n'est pas question de le promettre, puisque matériellement, je ne peux pas le décider tout seul, puisque c'est une décision qui serait européenne. Mais j'imagine que la France n'est pas le seul pays confronté à l'augmentation du pétrole. En même temps, il faut que je fasse attention, parce que tout ce qu'on a fait avec le Grenelle de l'Environnement conduit à l'économie d'énergies, aux énergies propres, pour préserver les équilibres de la planète, pour éviter les émissions de gaz à effet de serre, et donc pour avoir un développement durable. Donc je dis aux Français : le pétrole va continuer à augmenter, le pétrole, de toute manière, dans cinquante ou dans soixante ans, il n'y en aura plus, et il ne faut pas consacrer les moyens que nous avons sur la baisse artificielle du prix du pétrole, mais sur l'investissement pour permettre à l'économie française de faire face structurellement à cela. Ceci posé, si on a un baril qui continue à augmenter, je vais dire à nos partenaires : qu'est-ce qu'on fait, parce que la TVA, elle, elle n'est pas proportionnelle au volume, mais elle est proportionnelle au prix. Et donc j'aimerais beaucoup qu'on puisse discuter avec nos partenaires d'une possibilité. Alors à quel niveau...

J.-M. Apathie : Et ce n'est pas une décision que vous pourriez prendre seul en France ?

Non, non...

C. Hondelatte : ... Que vous puissiez la prendre seul...

Non, mais attendez, ce n'est pas parce qu'on ne peut pas prendre une décision seul que ça vous empêche d'avoir des idées seul, parce que si personne n'a d'idées, il n'y a pas de chance de convaincre les autres. Donc c'est une proposition que je lance, pourquoi, parce que dans cette affaire, chacun doit bien comprendre que la TVA est une recette européenne, pour partie, et que la règle, j'essaie de la faire bouger. Je vais m'en expliquer d'ailleurs. Je veux la faire bouger sur trois aspects. 1°), j'aimerais qu'on puisse convaincre l'Europe, et je vais m'y atteler, que tous les immeubles construits en haute qualité environnementale bénéficient d'une fiscalité à 5,5. 2°), j'espère que nous allons bientôt gagner - ça bouge - la fiscalité, qui était la promesse de J. Chirac pour les restaurateurs, qui n'avait pas été honorée, et que je dois absolument honorer, à la suite d'un long processus européen. 3°), je ne renonce pas, bien au contraire, je veux poser la question de la fiscalité sur les disques, et la fiscalité sur les vidéos. Si ça continue, on ne vendra plus un disque en France. Il n'y a aucune raison que la fiscalité sur les livres, biens culturels, soit à 5,5, et que la fiscalité sur les disques, biens culturels aussi, soit à 19,6, voire sur les vidéos. Donc c'est tout ce chantier. Mais j'aimerais en même temps dire : attention, si le baril continue à augmenter, est-ce qu'on doit garder un taux de TVA proportionnel au prix dans les mêmes conditions. Ma proposition, c'est qu'on le stabilise. Voilà. Je voudrais bien que vous me compreniez, ce n'est pas une promesse, puisque ce n'est pas la France qui peut décider toute seule, mais ça pourrait être une réponse, disons de moyen terme.

J.-M. Apathie : Une piste...

Donc vous voyez, réponse sociale pour le court terme.

A. Duhamel : Moyen terme, c'est avant la fin de l'année ?

Non, enfin, il faut, vous connaissez les processus européens monsieur Duhamel.

A. Duhamel : Oui mais tout le monde ne les connaît pas. Tout le monde ne les connaît pas.

Vous connaissez les processus européens. Mais de toute manière, monsieur Duhamel, je ne suis pas venu pour dire que l'année prochaine, les prix du pétrole diminueront quand même !

J.-M. Apathie : Est-ce que cette crise pétrolière, face à laquelle nous sommes aujourd'hui, N.

Sarkozy, fait peser un doute sur le niveau de croissance des pays européens, et donc en particulier de la France ? Et est-ce que vous essayez d'en anticiper les effets sur la construction du prochain budget ?

Ecoutez ça ne nous facilite pas la tâche, puisque depuis un an que je suis président de la République, 13 mois, le prix du pétrole a doublé. Il n'y a pas de lien de cause à effet, mais il se trouve que c'est comme ça. En plus, on a la crise des Subprimes, les déficits américains et un certain nombre de difficultés. Mais pour autant, je voudrais dire aux Français, que leur travail commence à porter des fruits. La croissance de 2007 a été à 2,2. Je le dis à nos auditeurs, la totalité des experts imaginaient une croissance au maximum à 1,8. On est à 2,2. Et pour 2008, le premier trimestre, 0,64 de croissance, les investissements des entreprises ont augmenté de 7,5 % et quant au chômage il est à un niveau historiquement bas, ça fait 25 ans qu'on n'a pas eu un si petit nombre de chômeurs...

A. Duhamel : Ça continue à votre connaissance à baisser ?

Eh bien, moi, je vous dis, ça va continuer.

J.-M. Apathie : Mais ce choc pétrolier a bien des conséquences ?

Non, mais attendez ! La baisse du chômage va continuer. Pourquoi ? Parce que toute la politique que nous mettons en oeuvre, qui consiste à libérer l'offre de travail, c'est-à-dire à permettre aux quinquagénaires de continuer à travailler, à permettre la réforme de la formation professionnelle - il y a des tas de secteurs où on cherche des emplois - à obliger un chômeur qui ne le voudrait pas, à satisfaire une offre d'emploi qui est raisonnable... Après deux refus, je souhaite qu'il y ait une sanction. L'essentiel, la majorité des chômeurs, sont parfaitement de bonne foi, ils veulent trouver un emploi, mais la minorité qui ne le veut pas, les autres n'ont pas à travailler pour payer des allocations à celui qui ne fait pas tout pour s'en sortir. Cette politique, les heures supplémentaires, 59 % des entreprises se servent des heures supplémentaires. Alors vous mettez la baisse des prix par la concurrence, le pouvoir d'achat par les heures supplémentaires, l'intéressement, on va doubler la possibilité de l'intéressé, c'est-à-dire toutes les entreprises qui donneront aux salariés une partie des bénéfices auront un crédit d'impôt de 20 %, on n'a jamais été aussi ambitieux, c'est la réponse sur le pouvoir d'achat.

J.-M. Apathie : Mais ce choc pétrolier n'aura pas de conséquence sur la croissance ?

Mais il a des conséquences, il nous complique la tâche.

J.-M. Apathie : Vous essayez de les anticiper ?

Oui, mais monsieur Apathie, le fond de ma pensée, en fait, c'est que s'il n'y avait pas ce choc pétrolier, il faudrait quand même faire ces réformes. Parce que le problème économique de la France ne vient pas du prix du pétrole, il vient de l'insuffisance de quantité de travail et des verrous que l'on mettrait pour empêcher les Français de travailler.

A. Duhamel : Et malgré toutes ces difficultés, le pétrole, la crise financière etc., vous pensez toujours qu'on peut échapper à ce qu'on appelle, quel que soit le mot, un plan de rigueur ?

Mais je ne crois pas à la rigueur, monsieur Duhamel. Pour une raison très simple, c'est que des gens très brillants, très honnêtes et très compétents s'y sont essayés bien avant moi. Qui ? Monsieur Barre, a fait pendant cinq ans, une politique qui a été communément décrite comme une politique de rigueur. Mais d'autres, monsieur Delors ou monsieur Bérégovoy. Et qu'est-ce que

ça a amené ? Plus de chômage, plus de déficit, et moins de croissance. Pourquoi ? Parce que la rigueur ça consiste à tordre les dépenses, sans se préoccuper d'augmenter les recettes. Qu'est-ce que je veux faire ? Maîtriser les dépenses, pour que chaque centime d'euros dépensé soit bien utilisé, mais en même temps obtenir de la croissance, pour que la colonne des recettes ça augmente. Voilà pourquoi, il n'y aura pas de politique de rigueur. Non pas pour des raisons idéologiques, mais parce que ça échoue. Et je dis aux Français, ça commence à porter ses fruits, la libération du travail en France. Il y a 12 pays sur 27 en Europe, qui connaissent le plein emploi et plus de croissance que nous. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ce que je suis en train d'essayer de proposer aux Français aujourd'hui.

J.-M. Apathie : Dans vos réponses tout à l'heure...

Le chômage va continuer à baisser, et c'est capital.

C. Hondelatte : Ça veut dire qu'à la fin du mois, on nous annoncera un chômage en forte baisse, c'est dans trois jours ?

On verra.

A. Duhamel : A la fin de la semaine.

C. Hondelatte : A la fin de la semaine.

On verra, on verra si ce que je dis, mais pour moi, je ne travaille pas pour le mois prochain. J'ai un mandat de 5 ans, j'ai encore 4 ans à faire. Et les Français attendent de moi des résultats, ils n'attendent pas de moi que je travaille au mois le mois, à la semaine, semaine. J'essaie de travailler pour tous les Français sans aucune exception. Et faire un travail qui est un travail structurel. Vous savez, moi, je préférerais ne pas avoir toutes ces réformes à conduire. Si elles avaient été faites, ça serait beaucoup plus simple. Moi, ça ne m'amuse pas d'expliquer aux Français qu'ils doivent cotiser 41 ans, seulement je leur dis...

J.-M. Apathie : On va en reparler.

Je leur dis aux Français, pour les protéger, pour protéger notre système de retraite, il faut faire cela, parce que si on ne le fait pas...

C. Hondelatte : Si vous le voulez bien, on fera ça, tout à l'heure après 8 heures.

J.-M. Apathie : On va en reparler. Dans vos réponses, tout à l'heure, vous dites que face à la crise pétrolière, il faut apporter des réponses structurelles, c'est-à-dire relancer un programme par exemple d'énergie nucléaire. Vous annoncez ou vous souhaitez des baisses de TVA sur le disque ou sur les produits propres, quand on connaît l'état des finances publiques et le déficit qui est celui de votre Gouvernement de revenir à l'équilibre en 2012, on se demande comment vous allez faire, à la fois dépenser davantage d'argent public et retrouver un équilibre alors qu'il y a 40 milliards de déficits à peu près par an ?

Sauf que, Monsieur J.-M. Apathie, la logique et la cohérence...

J.-M. Apathie : Cela ne paraît pas logique justement ?

Non, c'est parce que je ne me suis pas encore expliqué sans doute ! La cohérence de tout ça c'est d'augmenter la création de richesse, par l'augmentation du travail. Je prends l'exemple de la durée du temps de travail. Moi je suis partisan de maintenir une durée hebdomadaire du

la durée du temps de travail. Moi, je suis partisan de maintenir une durée hebdomadaire de travail.

J.-M. Apathie : 35 heures ?

Oui.

J.-M. Apathie : Contrairement à d'autres.

Ne serait-ce pour une chose, je ne vois pas comment on peut calculer les heures supplémentaires, s'il n'y a plus de durée hebdomadaire du travail.

A. Duhamel : Il y a des gens autour de vous qui n'ont pas l'air de comprendre ?

C'est leur droit de penser comme cela. Moi, je vous dis que la politique du Gouvernement, la politique de F. Fillon, du Gouvernement et de moi-même elle est celle-ci : il y aura toujours une durée hebdomadaire du travail en France et elle sera de 35 heures. Et ma réponse, elle est définitive. En revanche, ce que je souhaite, c'est qu'on supprime tous les verrous qui empêchaient les Français de travailler. Et c'est toute la cohérence, monsieur Apathie. Nous aurons davantage de recettes, parce que nous aurons davantage de travail. Ainsi l'Unedic au mois de janvier a fait un milliard d'excédent ! Pourquoi ? Parce qu'il y a des créations d'emploi. Savez-vous qu'il y a eu 330 000 créations d'emplois en 2007, et c'est là ce qui me différencie d'une stratégie comptable ou de rigueur, c'est que je veux augmenter la recette, je veux augmenter la création de richesses en augmentant le travail, sur la base de liberté de choix. Prenez l'affaire du travail, le dimanche. Nous sommes le pays du monde qui reçoit le plus de touristes, 70 millions. Est-ce que c'est normal que les touristes venant notamment le dimanche, qu'on soit fermé le dimanche ? C'est un jour de croissance en plus. Personne ne doit être obligé de travailler le dimanche, mais ceux qui ont envie de travailler le dimanche, pourquoi doivent-ils faire un procès pour que leur magasin puisse être ouvert et eux-mêmes gagner du pouvoir d'achat ? Donc là où vous auriez raison, c'est de me dire : toutes ces dépenses comment vous allez financer, si vous n'augmentez pas la quantité de travail ? Moi, je veux augmenter la quantité de travail. Ecoutez ! Sur les heures supplémentaires, il y a 5 millions de salariés qui en font aujourd'hui, qui ont touché 5 milliards et demis de pouvoir d'achat supplémentaire, c'est avec ça, qu'on peut financer. J'ajoute que quand le système de J.-L. Borloo sur les voitures, vous savez le bonus/malus, c'est extraordinaire ce qui s'est passé. Le mois dernier, les cinq véhicules automobiles les plus vendus en France bénéficiaient du bonus, ce sont des véhicules propres. Et quant aux véhicules qui ne le sont pas, la chute, le mois dernier : 40 % de ventes en moins. Ça prouve quoi ? Qu'on peut avoir une stratégie de développement durable.

C. Hondelatte : Monsieur le Président, on va marquer une pause, le temps peut-être pour vous d'aller boire un café à la table de la rédaction.

Si vous me l'offrez, voilà une bonne nouvelle.

[07:59:01. Pause, Journal de 8h00]

C. Hondelatte : Suite de l'interview du président de la République, N. Sarkozy, qui est de retour avec nous dans ce studio après une pause café. On est toujours avec J.-M. Apathie, avec A. Duhamel. On voudrait parler des retraites maintenant. Monsieur le Président, on a bien compris que les 41 années de cotisations n'étaient plus vraiment à négocier, que tout cela se ferait. Madame Parisot, la présidente du Medef, vous suggère de passer à la vitesse supérieure en doublant cette mesure, 41 années de cotisations, d'une deuxième mesure, ce serait la retraite à 63,5 ans, et elle dit : « si on ne fait pas ça, à un moment donné on ne pourra plus payer les

pensions ». Vous dites banco ?

Elle a le droit de dire ça, je dis que je ne le ferai pas pour un certain nombre de raisons. Et la première c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle, ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela. Et ça compte, vous savez, pour moi. Parfois, j'entends certains de vos confrères qui disent : « oh, mais alors, le Président a tenu un discours comme il tenait au moment de sa campagne ». Eh bien, justement, je me suis engagé à faire et à mettre en oeuvre tout ce que j'ai promis. Je n'ai pas parlé des 63,5 ans, donc je ne le ferai pas.

J.-M. Apathie : Mais le Conseil d'orientation des retraites en parle, il n'y pas que L. Parisot, c'est-à-dire que des spécialistes du dossier des retraites disent que si l'âge n'est pas modifié...

Je ne suis certainement pas un spécialiste, mais enfin en treize mois, on aura réformé les régimes spéciaux, ce que personne n'avait fait en trente ans, et fait passer à 41 ans, ce n'est pas une chose si facile. Alors, je suis persuadé qu'il y a des spécialistes, ils ont tout à fait tout un tas de raisons, je dois faire aussi avec la société française telle qu'elle est.

J.-M. Apathie : Pourrions-nous éviter cette question de différer, de retarder l'âge légal de départ à la retraite ?

Ecoutez, pour l'instant je suis sur ces 41 ans et croyez bien ça suffit amplement à ma responsabilité. Alors, je suis certain qu'il y a des tas de gens qui pensent que je devrais faire davantage, moi je me pose une question de savoir pourquoi ils ne l'ont pas fait avant.

C. Hondelatte : Vous vous interdisez d'avoir des idées nouvelles post-campagne électorale ?

Oh non, des idées c'est très simple ! Ce n'est pas le problème, si vous voulez, des idées...

J.-M. Apathie : Vous avez le droit !

J'ai le droit d'avoir des idées.

C. Hondelatte : Donc, dire : je n'ai pas annoncé, donc je ne ferai pas mais...

Il m'arrive même d'en avoir, mais enfin là, il ne s'agit pas d'une idée, il s'agit quand même d'expliquer aux Français qu'il faut travailler plus longtemps pour pouvoir protéger leur retraite, c'est ce que nous faisons, c'est difficile. D'ailleurs, j'apprécie beaucoup la sagesse des Français, vous le savez quand même. Je sais que la vie n'est pas facile, y compris, vous savez pour les électriciens, les gaziers, les agents de la SNCF ou de la RATP. Il y a treize mois, ils cotisaient 37,5 années, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Je dois tenir compte aussi de cela. Il ne faut pas trop demander à un pays, il faut aller à la vitesse que permet le tissu social de notre pays. Pour l'instant, c'est ce que je fais.

J.-M. Apathie : Les enseignants doivent-ils s'attendre chaque année jusqu'à la fin de votre quinquennat à être confrontés à des suppressions de postes dans l'Education nationale, N. Sarkozy ?

Je l'ai dit, là, ce n'est pas la question simplement des enseignants, J.- M. Apathie, c'est assez simple : on a créé en France 300 000 emplois de fonctionnaires en plus depuis 1982, voilà, 300 000. Dans le même temps, il y a eu la décentralisation. On aurait pu penser que ça aurait conduit à supprimer certains postes dans la fonction d'Etat puisque c'est les collectivités territoriales qui

le font. Non seulement on n'en a pas supprimés mais on en a créés, c'est payé avec les impôts des Français. Dans le même temps, il y a eu l'informatisation, des milliards ont été engagés, d'euros, pour informatiser, on aurait pu penser que ça pourrait alléger le poids de la dépense publique, ça continue. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Donc, pour réduire la dette, pour réduire le déficit, moi je me retrouve quand même à la tête d'un pays qui présente un budget en déficit depuis 35 années. Comme le budget des salaires et des retraites, puisque comme vous le savez l'Etat ne cotise pas à la Sécurité Sociale, paie des retraites, c'est 55 % du budget, la question du non remplacement de un départ sur deux de fonctionnaires à la retraite ce n'est pas négociable.

J.-M. Apathie : Les enseignants disent que ça peut mettre en péril leur fonction même, celle d'enseigner dans de bonnes conditions.

Vous savez, je respecte ce qu'ils disent parce que les enseignants, l'immense majorité, sont dévoués, sont compétents, et c'est un boulot sacrément difficile, parce que le moins qu'on puisse dire c'est que nos enfants ne sont pas... enfin, je veux dire les années passant ça ne rend pas plus facile le métier d'éducateur. Et chaque père de famille ou mère de famille voit parfaitement ce que je veux dire par là, bon. Mais, si l'augmentation du nombre des fonctionnaires ou des enseignants était la solution, je me demande pourquoi on n'a pas de meilleurs résultats et pourquoi les profs ne sont pas plus heureux. Cela fait vingt ans que je chaque année, même quand il y a diminution des effectifs, on embauche des professeurs en plus et ça fait vingt ans qu'on parle du malaise de la condition enseignante et ça fait vingt ans qu'on parle d'une proportion grandissante d'enfants qui sortent du lycée et du collège en ne maîtrisant pas les savoirs fondamentaux. C'est donc que le quantitatif n'est pas la solution. La solution c'est le qualitatif. Je souhaite, par exemple, que les enseignants, et X. Darcos s'est engagé avec énormément de détermination, et je le soutiens totalement, c'est ce qu'on appelle la maîtrise des enseignants pour les recruter un an après avec un master et les payer plus chers en début de carrière...

A. Duhamel : En payant mieux les jeunes enseignants ?

Bien sûr, parce que la solution, Monsieur Apathie comme Monsieur Duhamel, pour répondre au malaise de la fonction publique c'est payer mieux les fonctionnaires. Mais chacun de ceux qui nous écoutent le comprend : si on continue à embaucher sans compter, on ne pourra pas payer mieux, on paiera moins bien, et j'ai promis aux fonctionnaires et je tiens cette promesse que la moitié des gains de productivité que nous faisons sur les économies de postes, on leur redonne en augmentation de pouvoir d'achat, en augmentation des rémunérations. La deuxième question c'est la mobilité, la qualité de la vie au travail. Par exemple, arrêtons de juger les enseignants sur leur capacité à appliquer la dernière méthode ou la dernière circulaire, jugeons-les sur leurs résultats. Et c'est la réponse qu'avec X. Darcos, nous essayons d'apporter et à la crise de l'école primaire, et au problème du lycée.

A. Duhamel : Alors, sur un sujet complètement différent, le RER A. Bon, pour les provinciaux, ça concerne quand même un million de Franciliens chaque jour, ça se passe particulièrement mal, c'est particulièrement inconfortable, et vous avez dit que vous alliez vous en occuper personnellement. Qu'est-ce que ça veut dire ? Vous allez mettre une casquette et puis vous installez aux commandes ?

Merci, mais je peux peut-être quand même m'installer aux commandes sans casquette. Mais enfin, si la casquette vous fait plaisir, pourquoi pas. La ligne RER A ce n'est pas n'importe quelle ligne. Savez-vous que c'est la ligne la plus fréquentée du monde : presque 1,1 million passagers chaque jour ? Ça fait quinze ans que j'entends dire qu'elle est vétuste, que les gens sont entassés comme des sardines et que ça ne va pas. Et qu'est-ce que je constate ? Un dialogue, un débat où

comme des sardines et que ça ne va pas. Et qu'est-ce que je constate : en dialogue, en débat ou chacun rivalise d'immobilise et de conservatisme et que, alors que chacun sait que sur cette ligne il faudrait mettre des RER à deux étages, parce que l'avantage du deux-étages c'est qu'on met davantage de monde, et qu'en même temps ça ne coûte pas plus cher, et ça ne se fait pas. Alors, j'ai demandé... hier, avec le Premier ministre, nous avons eu une réunion avec le Premier ministre, le ministre Bussereau, les dirigeants de la RATP et ceux de la SNCF, puisque vous savez que les RER c'est à la fois RATP et SNCF, et nous avons décidé que la RATP mettrait la moitié du financement de la modernisation de la ligne RER A.

J.-M. Apathie : « La moitié », c'est-à-dire ?

La moitié, c'est environ 500 millions, mettons entre 250 et 300 millions. La moitié du financement, nous le débloquons. Et je demande au Syndicat des Transports Parisiens de faire sa part du travail et de mettre l'autre moitié pour que les travaux de modernisation commencent tout de suite, qu'on commande les nouvelles rames et d'ici à douze ans, l'ensemble des passagers puissent en bénéficier. Mais ce n'est que le début, Monsieur Duhamel, parce que moi je considère que tout ça ne fonctionne pas bien et qu'il y a un problème de gouvernance.

C. Hondelatte : Oui, parce que moi j'adore vous entendre parler de choses pratiques comme ça, mais est-ce que c'est vraiment le rôle du président de la République de commander des rames à deux étages ?

Ah bon, parce que vous trouvez qu'une ligne de RER fréquentée par 1,1 million personnes c'est pas digne du président de la République ? Ah bon !

C. Hondelatte : Parce que... je veux dire qu'il y a des gens qui sont là pour s'en occuper et qui n'ont pas fait leur job.

Ok ! Le président de la République il doit s'occuper de la principale ligne de transports en commun. J'ajoute que la politique que nous mettons en œuvre avec F. Fillon c'est une politique qui donne la priorité aux transports en commun. Comment puis-je être crédible sur la priorité aux transports en commun et laisser des joutes politiques politiciennes qui prennent en otage une ligne de RER ?

J.-M. Apathie : Qui n'a pas fait son travail ? A. Duhamel : Vous pensez à qui ? J.-M. Apathie : Qui n'a pas fait son travail ?

Ecoutez, pour moi, il y a un problème de gouvernance dans la région Ile-de-France et je ne mets en cause personne.

J.-M. Apathie : Vous visez le président de la région ?

Non.

J.-M. Apathie : Il va se sentir visé, vous le savez.

Peut-être, mais enfin il ne devrait pas.

J.-M. Apathie : Il va répondre.

Encore que, je ne peux pas être le seul responsable de ce qui ne va pas en France quand même alors que je suis Président depuis treize mois. Moi, je veux bien avoir les épaules larges, mais enfin je ne peux pas être le seul à assumer les responsabilités. On ne peut pas non plus vouloir

être président de la région, maire de Paris, dirigeant de collectivité territoriale et dire : « excusez-moi, ce n'est pas ma faute, c'est les autres », bon, mais peu importe. Ce qui compte c'est que nous avons une région parisienne de 12 millions d'habitants, si on continue comme ça, on ne fera aucun des travaux d'infrastructures dont la région francilienne a besoin. Je prends un exemple, moi, je crois beaucoup au projet que j'ai appelé le Grand Paris que je veux faire en accord avec le maire de Paris, le président de la région. Mais regardez, je voudrais qu'on crée une véritable Silicon Valley sur le plateau de Saclay. Mais sur le plateau de Saclay, il n'y a pas de ligne de bus, il n'y a pas de ligne de métro. Comment on peut faire ? Cela fait des années que j'entends dire qu'il faut un deuxième périphérique en région parisienne, je suis tout à fait opposé à ce qu'on fasse un deuxième périphérique, et d'ailleurs pour la voiture je me demande où on le ferait. En revanche, on peut créer un périphérique de transports en commun, soit une ligne de métro qui ferait la grande circonférence parisienne, soit une ligne tramway, peu importe. Si l'Etat ne s'y met pas, comment ça va avancer ? Je voudrais qu'on crée une ou deux nouvelles villes, pas "villes nouvelles", nouvelles villes, écologiques, où il fait bon vivre.

C. Hondelatte : C'est quoi la différence entre "ville nouvelle" et "nouvelle ville" ?

Tout simplement, la "ville nouvelle" c'est une ville avec tous ses défauts qu'on met dans un nouvel endroit, la "nouvelle ville" c'est une ville...

C. Hondelatte : ... elle n'aura pas de défaut.

Non, ce n'est pas qu'elle n'aura pas de défaut, c'est une ville qui tire les conséquences des évolutions architecturales, qu'on tourne le dos à toutes les folies des années 60, qu'on fasse de cette ville la ville du développement durable, avec des énergies renouvelables, avec des transports en commun, avec des gens qui soient heureux d'y vivre, avec un habitat individuel, bon. Si on ne fait pas ça, comment on va le faire ? Alors ce n'est que le début d'une réflexion, C. Blanc en est chargé et je poserai la question de la gouvernance. Parce qu'aujourd'hui, personne ne sait qui décide. Et quand on ne sait pas qui décide, il y a toujours quelqu'un qui a la force de dire non et personne qui a la force de dire oui. Et sur l'affaire du RER A, il y a quelque chose qui est extraordinaire, tout le monde est responsable - je n'accuse personne, parce que chacun fait son travail dans des conditions pas simples - mais personne n'est responsable. Mais qui est otages de ça ? Ceux qui prennent la ligne de RER A et qui n'en peuvent plus et qui disent pourquoi cela ne marche pas ? Alors vous dites c'est curieux, le président de la République s'en mêle. Mais ce qui serait curieux c'est que le président de la République ne s'en mêle pas.

J.-M. Apathie : La commission animée par J.-F. Copé, qui réfléchit à un financement alternatif de l'audiovisuel en France, n'écarte plus aujourd'hui l'hypothèse d'une augmentation de la redevance pour compenser les pertes de recettes publicitaires. Accepteriez-vous cette hypothèse, N. Sarkozy ?

Non, non.

J.-M. Apathie : Pas d'augmentation de la redevance ?

Non, non je me suis engagé toujours à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation de la redevance...

C. Hondelatte : Même de 2euros ?

Ecoutez, c'est toujours comme ça en France, on commence par des augmentations de 2euros et puis comme on les fait chaque année, à la fin, cela fait plus que 2euros. Moi, ma politique c'est de diminuer les taxes, de diminuer les prélèvements, de libérer le travail et de faire en sorte que

les gens ne soient plus assommés de prélèvements supplémentaires. Chacun a son idée pour faire un petit prélèvement de plus, je vous le dis, c'est non.

A. Duhamel : Alors sur un sujet voisin, qui est celui de la presse. Bon, la presse française va mal, vous avez dit que vous vous sentiez concerné, est-ce que vous avez des idées de solution ?

Alors écoutez, ça c'est un grand problème, parce que la démocratie ne peut pas fonctionner avec une presse qui serait en permanence au bord du précipice économique. Je vais donc demander au Gouvernement avec F. Fillon que nous organisions des états généraux de la presse, écrite mais aussi radio et visuelle. Pourquoi ? D'abord parce que je crois qu'il y a un gigantesque problème de distribution. Il faut aider la presse écrite à faire du portage à domicile, ce qui créera des emplois et qui permet d'avoir son journal tôt le matin. Il faut également multiplier les points de vente de journaux, parce qu'aujourd'hui, dans les grandes villes, pour trouver son journal, c'est tout un travail ! Il y a un problème capitaliste et je souhaite qu'avec l'ensemble des propriétaires et des directeurs de journaux, nous puissions voir comment on peut rétablir un minimum de viabilité pour la presse. J'ajoute que le problème d'Internet est considérable, parce que ce n'est quand même pas sain que le journal soit gratuit. Comment voulez-vous que les gens achètent leurs journaux en kiosques s'il est gratuit sur Internet ? Ça c'est quand même un petit problème. Cela doit arriver au cerveau de chacun, que de voir, que quand même on crée sa propre... Cela fait plus de lecteurs, mais cela ne fait pas davantage de recettes. Parce que quand le journal est gratuit, je ne vois pas pourquoi on irait l'acheter. Il y a un problème de diversification, il y a un problème de seuils. Est-ce qu'il ne faut pas créer des groupes multimédias, alors qu'aujourd'hui tout est fait pour les éviter ? Bref, je souhaite que nous puissions en parler, trouver des solutions et garantir ainsi l'indépendance de la presse et la diversité d'opinions.

A. Duhamel : A quelle échéance ?

Eh bien, ces états généraux devront se tenir à l'automne.

J.-M. Apathie : Un autre grand chantier vous attend et celui-là, il vous concerne directement en tant que chef des Armées, c'est le redimensionnement de l'outil militaire en France. A quelle échéance voulez-vous faire cela ? Et puis, le second porte-avions faut-il le construire ?

C'est un chantier immense Monsieur Apathie, et extrêmement difficile. J'ai hérité d'une loi de programmation militaire, où il faudrait, si je veux respecter les engagements, mettre 6 milliards d'euros chaque année dans le seul équipement militaire, je le dis, il n'en est pas question ! Deuxième chose, la France ne peut pas baisser la garde et je le dis aux militaires, je suis le garant en tant que chef des Armées de l'efficacité de notre appareil de défense. J'avais indiqué qu'on dépenserait pour notre sécurité aux alentours de 2 % de la richesse nationale, c'est ce que nous ferons. Troisièmement, il n'y a plus le service militaire et on a gardé le même nombre de bases qu'à l'époque où on avait le service militaire. Nous avons quelque chose comme 182 bases, on n'a pas les mêmes besoins d'artillerie, de régiments de chars.

J.-M. Apathie : Il faut en fermer combien ?

Oh, j'aurais l'occasion de parler de tout ça au début du mois de juillet.

J.-M. Apathie : Ce sera un choc pour beaucoup de territoires !

Non cela ne sera pas un choc, ce n'est pas à l'armée de faire l'aménagement du territoire, c'est à l'Etat.

J.-M. Apathie : Beaucoup d'élus vont dire c'est un appauvrissement dans nos régions.

Ecoutez, à chaque fois que l'on prend une décision qui est nécessaire, je le comprends parfaitement, il y a des gens qui se mobilisent, il y a des corporatismes, il y a des immobilismes, et il y a des inquiétudes souvent légitimes. Mais à force de différer les décisions difficiles, elles sont plus douloureuses. Nous aurons des compensations pour ceux qui verront leur régiment partir. Mais enfin, le but de l'armée c'est de défendre la Nation, d'être au service d'une politique diplomatique de la Nation, pas de maintenir le commerce ou l'aménagement du territoire. Mais l'Etat a d'autres moyens pour cela, il y fera face. Et puis il y a un problème de stratégie, je pense notamment à une question qui est très importante et je le dis aux Français : nos armées ne doivent pas être aveugles, elles doivent bénéficier d'un réseau de renseignements, de satellites et de technologies qui leur permettent d'avoir leurs propres informations. Parce qu'à quoi sert d'avoir un appareil militaire puissant, si on n'a pas l'information et si l'information on est dans les mains, par exemple des Américains ! On a vu ce que cela pouvait risquer en Irak. Et donc c'est l'ensemble de la stratégie avec le Livre Blanc que j'ai commandé. Je présenterai les grandes orientations à la mi juin, et les restructurations début juillet. Pour le second porte-avions, on a un peu de temps, puisque la décision devrait être prise, bon, aux alentours de 2011-2012.

J.-M. Apathie : Vous ne prendrez pas de décision avant ?

Ecoutez, je vais y réfléchir, c'est une décision lourde.

A. Duhamel : En deux mots, comment est-ce qu'on maintient la puissance d'un ensemble s'il y a moins de fantassins, moins d'avions et un seul porte-avions ?

Eh bien franchement, il vaut mieux des avions modernes, de qualité, qui fonctionnent. Ecoutez, on traverse la France avec les 10 Mirage 2000-5, les derniers Mirage, grosso modo en vingt minutes. Est-ce que l'on a besoin de 35 bases aériennes ? C'est une question que je pose. Et est-ce que l'argent que l'on consacre à nos armées, est-ce qu'il n'est pas mieux utilisé à mieux les équiper, plutôt qu'à entretenir des bases ? Il y a une quinzaine de bases aériennes où il n'y a plus un avion depuis vingt ans. Alors il m'appartiendra certainement de les fermer, mais j'aurais préféré qu'elles soient fermées avant. Mais enfin, les Français sont quand même en droit d'attendre que l'argent de l'Etat soit utilisé de façon efficace. Mais je le dis, je ne baisserai pas la garde, notamment sur l'arme nucléaire française, sur l'organisation de nos armées, je veux leur donner des moyens pour rester la puissance mondiale au service d'une diplomatie universelle. Mais il y a tout un travail qui est à faire, de restructuration. Eh bien, je vais le faire.

J.-M. Apathie : Depuis le début du quinquennat, les responsables de la majorité se réunissaient tous les mardis matin - c'est une réunion importante pour la bonne marche de l'exécutif - à Matignon. Et puis, depuis quelques semaines, à votre demande, tous se réunissent à l'Elysée. S'agit-il d'une reprise en main et tout le monde le voit comme un désaveu du Premier ministre.

Non. D'abord c'est une décision que j'ai prise avec le Premier ministre, F. Fillon.

J.-M. Apathie : Il se dépouille lui-même de ses prérogatives ?

Non, mais je vais vous expliquer, Monsieur Apathie, c'est assez simple : il y a eu le problème de la motion de procédure, de voter par inattention de quelques responsables sur les OGM. Avec F. Fillon, on a donc décidé que pour les quelques semaines, eh bien on allait faire les réunions ensemble. Mais enfin, si j'avais été à Matignon pour faire la réunion, vous auriez dit que je voulais être Premier ministre. Si c'est le Premier ministre qui vient à l'Elysée, vous allez dire qu'il veut

être président de la République...

J.-M. Apatie : Mais vous faites un lien entre cet accident parlementaire et le fait que les réunions se passaient à Matignon, c'est-à-dire que les choses étaient mal organisées ?

Eh bien écoutez, la presse n'a cessé d'écrire une majorité qui avait des problèmes d'organisation. Maintenant où il n'y a plus de problème d'organisation, on dit : eh bien, il a repris en main, il fait tout ! Honnêtement, je n'ai pas été élu pour faire rien...

J.-M. Apatie : Et vous faites tout ?

Non, je ne fais pas tout, je travaille avec les ministres, avec le Premier ministre. Et puis, l'avantage de ces petits déjeuners du mardi, que je tiendrai d'ailleurs avec une demi-heure de retard, du fait de votre invitation, c'est au moins que personne ne peut mettre un coin entre le Premier ministre et moi, puisque nous sommes ensemble, une fois de plus.

A. Duhamel : A quoi sert exactement un Premier ministre sous la présidence de N. Sarkozy ?

A beaucoup de choses. Et notamment, je n'avais pas compris un certain nombre d'articles... "Ah ! Le Président demande au Premier ministre d'aller à l'étranger aussi". Je ne vois pas où il est écrit dans la Constitution de la Vème République que l'international c'est l'affaire du président de la République et que le national c'est l'affaire du Premier ministre. Lorsque le Premier ministre va aux Etats-Unis expliquer notre politique, lorsque le Premier ministre va au Pérou pour un sommet des chefs de Gouvernement, eh bien c'est un travail très utile pour la France. On travaille en tandem. Je ne vois pas pourquoi le Premier ministre n'a pas à s'exprimer, lorsqu'il m'aide à préparer la présidence française ?

J.-M. Apatie : Vous ne croyez pas au domaine réservé ?

Non, absolument pas.

J.-M. Apatie : C'était une théorie gaulliste. Vous n'y croyez pas ?

Non, c'est une théorie, totalement déviée du...

J.-M. Apatie : Chaban-Delmas !

Ecoutez, franchement, le domaine réservé c'est très curieux, cela voudrait dire que pour la défense et la politique étrangère, c'est si important que nul n'a le droit d'en parler sauf le président de la République. Ce n'est vraiment pas ma conception de la démocratie.

A. Duhamel : Alors cette idée de réunir 7 ministres politiques autour de vous, à l'Elysée, sans le Premier ministre, c'est pour ça que vous l'envoyez à l'étranger ?

Non, pas du tout. Le Premier ministre fait un séminaire gouvernemental, réunit tout le Gouvernement, sans le président de la République ? Je ne m'en formalise pas. Il m'arrive de réunir des ministres, c'est ainsi. Mais vous n'arriverez pas à mettre un coin entre Monsieur Fillon et moi. On a fait campagne ensemble, on travaille ensemble, tout se passe bien et franchement...

A. Duhamel : Et vous vous adorez !

Mais la question n'est pas celle-là, je ne suis pas venu au micro de RTL pour dire une chose aussi,

aussi, pardon, caricaturale que ça. Nous avons un travail à faire ensemble et croyez bien, dans un pays de 64 millions d'habitants, la cinquième puissance du monde, c'est bien utile d'avoir un Premier ministre comme F. Fillon à mes côtés pour gouverner la France.

C. Hondelatte : Quand l'Express titre sur votre divorce, l'Express vous blesse ?

Mon divorce !

J.-M. Apathie : Le titre « Pourquoi ils se détestent ? »

Mon divorce ! Précisez.

C. Hondelatte : Ah non, non, je n'allais pas sur ce terrain. Le divorce entre vous et F. Fillon.

J.-M. Apathie : Pourquoi ils se détestent ?

Franchement, j'ai lu l'article qui n'apporte pas la réponse. Ils ne doivent pas être sûrs de l'affirmation.

J.-M. Apathie : Il n'était pas mal l'article. Euh...

A. Duhamel : Mieux que le titre.

J.-M. Apathie : Les députés que vous avez reçus le 7 mai à l'Elysée ont été surpris de vous entendre critiquer J. Chirac. Certains ont même été choqués.

Non, ce n'est pas vrai, je n'ai pas critiqué J. Chirac. Vous savez, J. Chirac et moi on a eu bien des oppositions et des désaccords, ils appartiennent au passé. J. Chirac avait sa conception, sa personnalité, moi j'avais la mienne. Je me suis présenté aux élections, le moins que l'on puisse dire c'est que je ne dois mon élection à personne.

J.-M. Apathie : Une de vos ministres, V. Péresse a dit, que cela avait été une perte de temps, le temps que J. Chirac a passé à l'Elysée. Elle se trompe ?

Non, non il ne faut pas avoir un jugement si cruel, l'histoire dira, je n'ai pas à juger. Mais en tout cas, ce qui a été raconté, là aussi, vous savez, mais enfin je ne m'en formalise pas. Non, on est toujours à la recherche de petites phrases et je pense que cela n'intéresse pas les Français.

A. Duhamel : Quand vous avez été élu, là c'est vous qui le disiez, vous vouliez créer un choc de confiance et vous espériez améliorer les conditions d'existence des Français qu'ils en aient le sentiment. Est-ce que vous êtes déçu aujourd'hui de ne pas y être parvenu ?

Non, je comprends l'impatience... Pourquoi ne pas y être parvenu, enfin quand même les résultats...

A. Duhamel : Aujourd'hui ?

Les résultats économiques aujourd'hui ils sont quand même spectaculaires, par rapport à ce qui m'était prévu.

A. Duhamel : Mais les Français ne sont pas dans une période d'exubérance et d'enthousiasme.

Ah ça, c'est sûr, mais vous savez la vie est difficile et il est parfaitement normal qu'il y ait de

Alors, c'est sûr, mais vous savez la vie est difficile et il est parfaitement normal qu'il y ait de l'impatience, qu'il y ait de la mauvaise humeur. Mais moi mon problème, ce n'est pas de gérer les sondages, ce n'est pas de gérer la bonne ou la mauvaise humeur. Mon problème, qu'est-ce qu'on attend de moi ? C'est d'apporter des solutions et de résoudre les problèmes des Français. Et on n'attend de moi, ni état d'âme, ni commentaire sur la dernière petite phrase, mon entente avec tel ou tel ! Qu'est-ce qu'ils attendent les Français ? On l'a élu pour faire des changements, que ces changements améliorent notre vie, c'est ce que je suis en train de faire, je suis au travail tous les jours. Et au travail pour chaque français et je les laisse juges. Mais les Français ils auront décidé quand ? Dans quatre ans, c'est dans quatre ans qu'ils décideront. Pour le reste, c'est la place du commentateur. Moi, fort heureusement, je ne suis pas commentateur, j'essaie d'être acteur.

J.-M. Apatie : Monsieur Marchiani a passé hier soir sa première nuit en prison, à la Santé. Vous étiez saisi d'une demande de grâce de sa part, faut-il en déduire que vous ne l'avez pas exercée ?

Elle est instruite actuellement par le ministère de la Justice, comme c'est la procédure. Honnêtement, je ne suis pas enthousiaste des grâces, en tout cas des grâces totales. Nous verrons s'il y a matière à faire grâce partielle.

C. Hondelatte : Merci N. Sarkozy d'avoir passé cette heure avec nous.

Mais non, merci m'avoir invité, c'était bien agréable de pouvoir s'expliquer, de parler et d'essayer de convaincre les Français que le travail que l'on fait il portera, il portera ses fruits, j'en suis persuadé ! Vous savez je ne me donne pas tant de mal et je ne mets pas tant de conviction et tant d'énergie à cela si je n'y croyais pas, je crois que c'est possible !

C. Hondelatte : Et en route vers l'Elysée où va se tenir cette réunion décalée d'une demi heure. Vous pourrez peut-être écouter les auditeurs de RTL, qui à partir de maintenant ont antenne ouverte via le 3210 pour commenter l'interview qu'ils viennent d'écouter.

Source : Premier ministre, Service d'Information du Gouvernement, le 27 mai 2008